

Direction Générale des Infrastructures et de la Logistique
Direction B - Logistique
L - 2929 LUXEMBOURG

SERVICE DE PASSATION DES MARCHES

CAHIER DES CHARGES

APPEL D'OFFRES 06B50/2019/M022

**Fourniture de prestations de déménagement,
de manutention et de services associés**

Procédure ouverte

1. INTRODUCTION

Le présent cahier des charges fait partie intégrante des documents d'appel à la concurrence préparés pour le marché en objet. Les documents d'appel à la concurrence susmentionnés sont composés:

- de l'avis de marché;
- d'une lettre d'invitation à soumissionner;
- des conditions pour soumettre une offre;
- d'un cahier des charges et de ses annexes;
- et d'un modèle de contrat et de ses annexes.

Le présent cahier des charges est complété par les annexes suivantes, qui en font partie intégrante:

Annexe I: Spécifications techniques

Annexe II: Politique environnementale du Parlement européen

Annexe III: Déclaration sur l'honneur du soumissionnaire relative aux critères d'exclusion ainsi qu'aux éventuelles situations de conflit d'intérêts

Annexe IV: Signalétique financier – fournisseur

Annexe V: Fiche de renseignements concernant les groupements d'opérateurs économiques

Annexe VI: Déclaration concernant les sous-traitants

Annexe VII: Fiche de renseignements financiers

Annexe VIII: Néant

Annexe IX: Engagement du soumissionnaire

Annexe X : Bordereau des prix

PARTIE I – INFORMATIONS GÉNÉRALES

2. OBJET DU MARCHÉ

Conformément aux dispositions du règlement (UE, Euratom) n° 1046/2018 du Parlement européen et du Conseil du 18 Juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union européenne, le Parlement européen a décidé de lancer le présent appel d'offres en vue d'attribuer le marché public en objet. L'exécution des prestations se fera au moyen d'un contrat-cadre.

3. DESCRIPTION, OBJECTIF ET MONTANT ESTIMÉ DU MARCHÉ

Le marché porte sur la **fourniture de prestations de déménagement, de manutention et de services associés** pour le complexe des bâtiments du Parlement européen à Strasbourg. Le contractant s'engagera à mettre occasionnellement à disposition un élévateur extérieur pour chargement et déchargement de marchandises à la demande du Parlement européen.

Il s'agit principalement d'une présence ponctuelle de 5 à 10 manutentionnaires, lors de la session plénière, qui devront effectuer la charge et la décharge des cantines de transport avant et après la session et d'une présence renforcée de 0 à 3 manutentionnaires principalement durant la semaine de session et occasionnellement pour des tâches spécifiques ou interventions ad hoc en dehors des périodes de session. Les détails de la mise à disposition du personnel figurent dans les Spécifications techniques ci-jointes.

Le marché a une durée totale de **48 mois** (contrat annuel renouvelable à trois reprises) et sera exécuté à partir de **juillet 2019**. L'exécution du marché ne commencera qu'à partir du moment où le contrat-cadre sera signé. Tout renouvellement contractuel sera effectué conformément aux conditions fixées dans le contrat.

Le nombre estimé d'heures de travail du personnel est le suivante :

- Chef d'équipe: 15- 66 heures / mois
- Manutentionnaires: 45 - 378 heures/ mois

	chef		manutentionnaire	
	min. personne/heure	max. personne/heure	min. personne/heure	max. personne/heure
semaines avant session	1/ 7	2/ 14	3/ 21	6/ 42
semaines session	1/ 8	2/ 16	3/ 24	6/ 48
autres semaines	0/ 0	1/ 36	0/ 0	4/ 144
total des heures :	15	66	45	231

estimation heures mensuelles :	chef		manutentionnaire	
	min.	max.	min.	max.
	15	66	45	378

4. PARTICIPATION À LA PROCÉDURE D'APPEL D'OFFRES

La participation à cette procédure d'appel d'offres est ouverte dans les mêmes conditions à toutes les personnes physiques, morales et entités publiques d'un État membre de l'Union européenne et à toutes les personnes physiques, morales et entités publiques d'un pays tiers ayant conclu avec l'Union européenne un accord particulier dans le domaine des marchés publics leur donnant accès au marché objet de cet appel d'offres et dans les conditions prévues par cet accord.

Afin de déterminer l'admissibilité des soumissionnaires, ceux-ci devront indiquer, dans leur offre, l'État dans lequel ils ont leur siège ou sont domiciliés. Ils présenteront également les preuves requises selon

leur législation nationale ou d'autres preuves équivalentes permettant au Parlement européen de vérifier leur origine.

5. GROUPEMENTS D'OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES

L'annexe V sera obligatoirement complétée et annexée à l'offre si celle-ci est introduite par un groupement d'opérateurs économiques.

Les groupements d'opérateurs économiques sont autorisés à soumissionner. Le Parlement européen se réserve le droit d'exiger que le groupement retenu revête une forme juridique déterminée si celle-ci est nécessaire pour la bonne exécution du marché. Cette exigence pourra être communiquée par le Parlement européen à tout moment de la procédure de passation du marché mais, dans tous les cas, avant la signature du contrat.

Le groupement d'opérateurs économiques justifiera de sa forme juridique au plus tard avant la signature du contrat si le marché lui est attribué. Cette forme juridique pourra prendre l'une des formes suivantes:

- une entité disposant d'une personnalité juridique reconnue par un État membre;
- une entité sans personnalité juridique, mais qui offre au Parlement européen une protection suffisante au niveau des intérêts contractuels (selon l'État membre concerné, cela pourrait être par exemple, un consortium ou une association momentanée);
- la signature, par tous les partenaires, d'une sorte de «procuration» ou document équivalent qui confirmera une forme de coopération.

Le statut réel du groupement sera attesté par tout document ou accord signé par ses membres et devra être joint à l'offre.

Exceptionnellement, ces documents ou accords pourront être modifiés et/ou envoyés après la date limite de soumission d'une offre mais en aucun cas après la communication des résultats de l'appel d'offres aux soumissionnaires concernés. Le Parlement européen se réserve le droit de rejeter une offre si les clauses de l'accord entre les membres d'un groupement sont modifiées au cours de la procédure, si celles-ci ne prévoient pas une responsabilité solidaire entre les membres du groupement ou si aucun accord ayant une valeur juridique n'a été présenté avec l'offre.

Le Parlement européen pourra accepter d'autres formes juridiques non prévues ci-dessus à condition que celles-ci assurent la responsabilité solidaire des parties et soient compatibles avec l'exécution du contrat. En tout état de cause, il convient de noter que dans le contrat signé avec le groupement, le Parlement européen se référera expressément à l'existence d'une responsabilité solidaire entre les membres de ce groupement. Par ailleurs, il se réserve le droit d'exiger contractuellement la nomination d'un mandataire habilité pouvant représenter les membres et ayant, entre autres, la faculté d'émettre des factures au nom des autres membres.

Les offres émanant de groupements d'opérateurs économiques doivent préciser le rôle, les compétences et l'expérience de chaque membre du groupe. La soumission de l'offre sera effectuée par les opérateurs économiques unis qui assument également leur responsabilité solidaire pour la soumission.

Pour un groupement d'opérateurs économiques, la preuve de droit d'accès au marché (admissibilité), ainsi que les preuves relatives au respect des critères d'exclusion et de sélection seront fournies par chaque membre du groupement. En ce qui concerne les critères de sélection, le Parlement européen peut faire valoir les capacités des autres membres du groupement afin de déterminer si le soumissionnaire disposera des moyens nécessaires pour l'exécution du marché. Dans ce cas, ces membres devront produire un engagement par lequel ils mettent à la disposition des autres les moyens nécessaires à l'exécution du contrat.

6. SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance est autorisée.

L'annexe VI sera obligatoirement complétée et annexée à l'offre si le soumissionnaire a recours à la sous-traitance.

L'offre doit détailler, dans la mesure du possible, la part du marché que le soumissionnaire entend sous-traiter et l'identité des sous-traitants. Pendant la procédure de passation du marché ou l'exécution du contrat, le Parlement européen se réserve le droit d'exiger des soumissionnaires qu'ils fournissent des informations sur les capacités financières, économiques, techniques et professionnelles du ou des sous-traitants proposés. De même, le Parlement européen pourra réclamer les preuves nécessaires pour déterminer si les sous-traitants satisfont aux critères d'exclusion requis. Les soumissionnaires sont informés que les sous-traitants proposés ne peuvent pas être dans une des situations décrites dans les articles 136 à 141 du règlement financier donnant lieu à l'exclusion à la participation d'un marché de l'Union européenne.

Si la sous-traitance représente une part importante du marché, le Parlement européen s'assure que les sous-traitants envisagés satisfont aux critères de sélection applicables.

Le Parlement européen a le droit de rejeter tout sous-traitant ne satisfaisant pas aux critères d'exclusion (voir point 12) ou de sélection (voir point 13).

Par ailleurs, le Parlement européen devra être informé par le contractant de tout recours ultérieur à la sous-traitance non prévu dans l'offre. L'ordonnateur compétent se réserve le droit d'accepter ou non le sous-traitant proposé. Pour ce faire, il pourra réclamer les preuves nécessaires pour déterminer si le ou les sous-traitants satisfont aux critères requis. L'autorisation du Parlement européen sera toujours accordée par écrit.

L'attribution du marché à un soumissionnaire qui propose un sous-traitant dans son offre équivaut à une autorisation de sous-traitance.

7. VARIANTES

Les variantes (solutions alternatives par rapport au cahier des charges) ne sont pas autorisées.

8. PRIX

Les prix sont révisés selon les conditions indiquées dans le contrat-cadre dont le projet fait partie des documents d'appel d'offres.

En application de l'article 3 du protocole sur les privilèges et immunités de l'Union européenne, l'offre de prix sera soumise hors TVA et autres taxes équivalentes.

L'offre de prix doit être forfaitaire, tout compris et exprimée en euros, même pour les pays qui ne font pas partie de la zone euro. Pour les soumissionnaires de ces derniers pays, le montant de l'offre ne pourra pas être révisé en fonction de l'évolution du taux de change. Le choix du taux de change appartient au soumissionnaire, qui accepte les risques ou les bénéfices de toute variation du taux.

9. ASPECTS ENVIRONNEMENTAUX

Politique environnementale du Parlement européen

Le soumissionnaire, s'il devient attributaire, s'engage à respecter scrupuleusement la législation en vigueur en matière d'environnement dans le domaine du marché. À ce titre, il est à noter que le Parlement européen applique le système de gestion environnementale EMAS conformément au règlement (CE) n° 1221/2009 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009. Des informations à ce sujet sont fournies par le service ordonnateur dans l'annexe II du présent cahier des charges. L'attributaire devra s'assurer que les informations transmises par le Parlement européen sur le programme EMAS en général, et plus précisément sur la mise en œuvre concrète de mesures environnementales, soient connues de l'ensemble de son personnel travaillant pour le Parlement européen. À la demande de celui-ci, l'attributaire peut être tenu d'attester que toute personne affectée aux travaux contractuels a reçu la formation professionnelle nécessaire et adéquate (sur le plan

technique, en matière de sécurité et d'environnement) concernant le respect des règles de sécurité, la manipulation correcte des équipements et produits à utiliser, y compris les mesures à prendre en cas de fausse manipulation ou d'autres incidents éventuels.

10. POLITIQUE DE PROMOTION DE L'ÉGALITÉ DES CHANCES

Le soumissionnaire, s'il devient attributaire, s'engage à respecter, dans l'exécution du marché, une politique de promotion de l'égalité et de la diversité en assurant l'application pleine et entière des principes de non-discrimination et d'égalité énoncés dans les traités de l'Union européenne. Plus précisément, l'attributaire du marché s'engage à créer, à maintenir et à promouvoir un environnement de travail ouvert et inclusif, respectueux de la dignité humaine et des principes d'égalité des chances, articulé autour de trois axes prioritaires:

- égalité des femmes et des hommes;
- emploi et intégration des personnes handicapées;
- élimination de tout obstacle au recrutement et de toute discrimination potentielle fondés sur le sexe, la race ou l'origine ethnique, la religion ou les convictions, un handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle.

11. MODALITÉS D'EXÉCUTION DES CONTRATS-CADRES

Les modalités d'exécution du contrat sont en particulier décrites dans le modèle de contrat-cadre.

L'objet de ce marché public sera exécuté au moyen d'un contrat-cadre.

Les quantités énoncées dans les documents d'appel d'offres sont des quantités indicatives, obtenues par une estimation moyenne du besoin pendant la durée du contrat-cadre, afin de permettre aux soumissionnaires d'apprécier l'ampleur du marché et de présenter leur meilleure offre, et au Parlement européen, de comparer les offres selon le critère prix sur base d'un modèle de consommation estimatif. Cependant, les quantités effectivement commandées peuvent être tant supérieures qu'inférieures à l'estimation. L'attributaire du marché ne pourra prétendre à un minimum ou à un maximum commandé et, par le fait de soumettre une offre, s'engage à satisfaire les commandes effectives correspondant au besoin du Parlement européen.

Le contrat-cadre sera exécuté à l'aide de bons de commande à passer.

PARTIE II - CRITÈRES D'EXCLUSION, DE SÉLECTION ET D'ATTRIBUTION

12. CRITÈRES D'EXCLUSION

Le texte intégral des articles 136 à 143 du règlement financier, relatifs aux critères d'exclusion et à leur application, figure au *Journal officiel de l'Union européenne* L 193 du 30 juillet 2018.

Article 136 du règlement financier (extraits): seuls les paragraphes 1, 4, 6 et 7 sont reproduits ci-dessous.

1. L'ordonnateur compétent exclut une personne ou une entité visée à l'article 135, paragraphe 2, de la participation aux procédures d'attribution régies par le présent règlement ou de la sélection pour l'exécution des fonds de l'Union lorsque cette personne ou entité se trouve dans une ou plusieurs des situations d'exclusion suivantes:

a) la personne ou l'entité est en état de faillite ou fait l'objet d'une procédure d'insolvabilité ou de liquidation, ses biens sont administrés par un liquidateur ou sont placés sous administration judiciaire, elle a conclu un concordat préventif, elle se trouve en état de cessation d'activités, ou dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature prévue par le droit de l'Union ou le droit national;

b) il a été établi par un jugement définitif ou une décision administrative définitive que la personne ou l'entité n'a pas respecté ses obligations relatives au paiement des impôts ou des cotisations de sécurité sociale conformément au droit applicable;

c) il a été établi par un jugement définitif ou une décision administrative définitive que la personne ou l'entité a commis une faute professionnelle grave en ayant violé des dispositions législatives ou réglementaires applicables ou des normes de déontologie de la profession à laquelle elle appartient, ou en ayant adopté une conduite fautive qui a une incidence sur sa crédibilité professionnelle, dès lors que cette conduite dénote une intention fautive ou une négligence grave, y compris en particulier l'une des conduites suivantes:

- i) présentation frauduleuse ou par négligence de fausse déclaration en fournissant les renseignements exigés pour la vérification de l'absence de motifs d'exclusion ou le respect des critères d'éligibilité ou de sélection ou dans l'exécution de l'engagement juridique;
- ii) conclusion d'un accord avec d'autres personnes ou d'autres entités en vue de fausser la concurrence;
- iii) violation de droits de propriété intellectuelle;
- iv) tentative d'influer sur le processus décisionnel de l'ordonnateur compétent lors de la procédure d'attribution;
- v) tentative d'obtenir des informations confidentielles susceptibles de lui donner un avantage indu lors de la procédure d'attribution;

d) il a été établi par un jugement définitif que la personne ou l'entité est coupable de l'un des faits suivants:

- i) la fraude au sens de l'article 3 de la directive (UE) 2017/1371 du Parlement européen et du Conseil et de l'article 1^{er} de la convention relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes, établie par l'acte du Conseil du 26 juillet 1995;
- ii) la corruption au sens de l'article 4, paragraphe 2, de la directive (UE) 2017/1371 ou la corruption active au sens de l'article 3 de la convention relative à la lutte contre la corruption impliquant des fonctionnaires des Communautés européennes ou des fonctionnaires des États membres de l'Union européenne, établie par l'acte du Conseil du 26 mai 1997, ou les actes visés à l'article 2, paragraphe 1, de la décision-cadre 2003/568/JAI du Conseil, ou la corruption telle qu'elle est définie dans d'autres droits applicables;
- iii) les comportements liés à une organisation criminelle visés à l'article 2 de la décision-cadre 2008/841/JAI du Conseil; iv) le blanchiment de capitaux ou le financement du terrorisme au sens de l'article 1^{er}, paragraphes 3, 4 et 5, de la directive (UE) 2015/849 du Parlement européen et du Conseil; v) les infractions terroristes ou les infractions liées aux activités terroristes au sens respectivement de l'article 1^{er} et de l'article 3 de la décision-cadre 2002/475/JAI du Conseil, ou l'incitation à commettre une infraction, la complicité ou la tentative d'infraction telles qu'elles sont visées à l'article 4 de ladite décision;
- iv) vi) le travail des enfants ou les autres infractions liées à la traite des êtres humains visées à l'article 2 de la directive 2011/36/UE du Parlement européen et du Conseil;

e) la personne ou l'entité a gravement manqué à des obligations essentielles dans l'exécution d'un engagement juridique financé par le budget, ce qui a conduit à:

- i) la résiliation anticipée d'un engagement juridique;
- ii) l'application de dommages-intérêts forfaitaires ou d'autres pénalités contractuelles; ou
- iii) ce qui a été découvert à la suite de contrôles et d'audits ou d'enquêtes effectués par un ordonnateur, l'OLAF ou la Cour des comptes;

f) il a été établi par un jugement définitif ou une décision administrative définitive que la personne ou l'entité a commis une irrégularité au sens de l'article 1^{er}, paragraphe 2, du règlement (CE, Euratom) no 2988/95 du Conseil;

g) il a été établi par un jugement définitif ou une décision administrative définitive que la personne ou l'entité a créé une entité dans une juridiction différente dans l'intention de se soustraire à des obligations fiscales, sociales ou à toute autre obligation légale applicable sur le territoire où se trouve son siège statutaire, son administration centrale ou son principal établissement;

h) il a été établi par un jugement définitif ou une décision administrative définitive qu'une entité a été créée dans l'intention visée au point g).

4. L'ordonnateur compétent exclut une personne ou une entité visée à l'article 135, paragraphe 2, dans les cas suivants:

- a) une personne physique ou morale qui est membre de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance de la personne ou de l'entité visée à l'article 135, paragraphe 2, ou qui possède des pouvoirs de représentation, de décision ou de contrôle à l'égard de ladite personne ou entité, se trouve dans une ou plusieurs des situations visées au paragraphe 1, points c) à h), du présent article;
- b) une personne physique ou morale qui répond indéfiniment des dettes de la personne ou de l'entité concernée visée à l'article 135, paragraphe 2, se trouve dans une ou plusieurs des situations visées au paragraphe 1, point a) ou b), du présent article;
- c) une personne physique qui est essentielle à l'attribution ou à l'exécution de l'engagement juridique se trouve dans une ou plusieurs des situations visées au paragraphe 1, points c) à h).

6. L'ordonnateur compétent, compte tenu, le cas échéant, de la recommandation de l'instance visée à l'article 143, n'exclut pas une personne ou une entité visée à l'article 135, paragraphe 2, de la participation à une procédure d'attribution ou de la sélection pour l'exécution de fonds de l'Union, dans les cas suivants:

- a) la personne ou l'entité a pris des mesures correctrices énoncées au paragraphe 7 du présent article d'une manière suffisante pour démontrer sa fiabilité. Le présent point ne s'applique pas dans le cas visé au paragraphe 1, point d), du présent article;
- b) elle est indispensable pour assurer la continuité du service, pour une durée limitée et dans l'attente de l'adoption des mesures correctrices énoncées au paragraphe 7 du présent article;
- c) une exclusion serait disproportionnée, compte tenu des critères visés au paragraphe 3 du présent article.

En outre, le paragraphe 1, point a), du présent article ne s'applique pas en cas d'achat de fournitures à des conditions particulièrement avantageuses, soit auprès d'un fournisseur cessant définitivement ses activités commerciales, soit auprès des liquidateurs dans le cadre d'une procédure d'insolvabilité, d'un concordat judiciaire ou d'une procédure de même nature prévue par le droit de l'Union ou le droit national.

Dans les cas de non-exclusion visés aux premier et deuxième alinéas du présent paragraphe, l'ordonnateur compétent précise les raisons pour lesquelles il n'a pas exclu la personne ou l'entité visée à l'article 135, paragraphe 2, et il les communique à l'instance visée à l'article 143.

7. Les mesures correctrices visées au paragraphe 6, premier alinéa, point a), peuvent notamment comprendre:

- a) les mesures visant à identifier l'origine des situations donnant lieu à l'exclusion et les mesures concrètes prises au niveau technique, de l'organisation et du personnel dans le secteur

économique ou le domaine d'activité concerné de la personne ou de l'entité visée à l'article 135, paragraphe 2, qui sont de nature à corriger la conduite et à éviter qu'elle se répète;

- b) les éléments prouvant que la personne ou l'entité visée à l'article 135, paragraphe 2, a pris des mesures pour indemniser ou réparer le dommage ou le préjudice causé aux intérêts financiers de l'Union par les faits en cause donnant lieu à la situation d'exclusion;
- c) les éléments prouvant que la personne ou l'entité visée à l'article 135, paragraphe 2, a payé ou garanti le paiement de toute amende infligée par une autorité compétente ou de tout impôt ou de toute cotisation de sécurité sociale visé au paragraphe 1, point b), du présent article.

Article 141 du règlement financier (extraits): seul le paragraphe 1 est reproduit ci-dessous.

Rejet d'une procédure d'attribution

1. L'ordonnateur compétent écarte d'une procédure d'attribution déterminée un participant qui:

- a) se trouve dans une situation d'exclusion établie conformément à l'article 136;
- b) a présenté de fausses déclarations en ce qui concerne les informations exigées pour participer à la procédure ou n'a pas communiqué ces informations;
- c) a participé précédemment à la préparation de documents utilisés lors de la procédure d'attribution, si cela entraîne une violation du principe d'égalité de traitement, notamment une distorsion de concurrence qui ne peut être corrigée autrement.

L'ordonnateur compétent communique aux autres participants à la procédure d'attribution les informations utiles échangées dans le contexte de la participation de l'intéressé à la préparation de la procédure d'attribution, ou résultant de cette participation, comme visé au premier alinéa, point c). Avant d'être ainsi éventuellement écarté, le participant se voit accorder la possibilité de prouver que sa participation à la préparation de la procédure d'attribution ne constitue pas une violation du principe d'égalité de traitement.

Le candidat est invité à remplir l'annexe III relative aux critères d'exclusion.

Évaluation des critères d'exclusion

1. Tous les soumissionnaires fourniront la déclaration sur l'honneur dûment datée et signée telle qu'elle figure à l'annexe III.
2. Dans le cas de groupement d'opérateurs économiques, la déclaration sur l'honneur sera fournie par tous les membres du groupement.
3. Le soumissionnaire à qui le marché sera attribué, fournira, dans un délai de 14 jours calendaires à compter de la date de notification de l'attribution provisoire du marché et avant la signature du contrat, les preuves suivantes:
 - a) la preuve qu'il ne se trouve dans aucune des situations d'exclusion visées à l'article 136, paragraphe 1;
 - b) des informations sur les personnes physiques ou morales qui sont membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance du participant ou qui possèdent des pouvoirs de représentation, de décision ou de contrôle à l'égard de ce participant, y compris les personnes et entités faisant partie de la structure de propriété et de contrôle et des bénéficiaires effectifs, ainsi que la preuve qu'aucune de ces personnes ne se trouvent dans aucune des situations d'exclusion visées à l'article 136, paragraphe 1, points c) à f);
 - c) la preuve que les personnes physiques ou morales qui répondent indéfiniment des dettes de ce participant ne se trouvent pas dans une situation d'exclusion visée à l'article 136, paragraphe 1, point a) ou b).
4. Le soumissionnaire à qui le marché est attribué est dispensé de l'obligation de produire les preuves documentaires visées au paragraphe 2 s'il est une organisation internationale, si le pouvoir adjudicateur peut avoir accès gratuitement à ces preuves en consultant une base de données nationale

ou si ces preuves ont déjà été présentées aux fins d'une autre procédure de passation de marché, pour autant que la date de délivrance des documents en question ne remonte pas à plus d'un an et qu'ils soient toujours valables. En pareil cas, le soumissionnaire atteste sur l'honneur que les pièces justificatives ont déjà été fournies lors d'une procédure de passation de marché antérieure, qu'il précise, et qu'aucun changement n'est intervenu dans sa situation.

13. CRITÈRES DE SÉLECTION

13.1. Capacité juridique et réglementaire

Le soumissionnaire doit être inscrit au registre de la profession ou au registre commercial, sauf s'il est une organisation internationale.

En cas de groupements d'opérateurs économiques, la justification de l'autorisation à produire l'objet visé par le marché sera apportée par chacun des membres du groupement.

En cas de sous-traitance, la même justification est exigée par le Parlement européen pour tous les sous-traitants.

13.2. Capacité financière et économique

Le soumissionnaire doit disposer d'une capacité économique et financière suffisante pour lui permettre d'exécuter le marché dans le respect des dispositions contractuelles et compte tenu de la valeur et l'étendue de celui-ci. Si, à la lumière des informations fournies par le soumissionnaire, le Parlement européen a des doutes quant à la capacité financière du soumissionnaire ou si celle-ci s'avère insuffisante pour exécuter le marché, l'offre pourra être rejetée sans que le soumissionnaire ne puisse prétendre à une quelconque compensation financière.

Par ailleurs, pour le marché faisant l'objet du présent appel d'offres, le Parlement européen exige des soumissionnaires une capacité financière et économique minimale qui sera évaluée au vu des éléments suivants:

- chiffre d'affaires annuel, réalisé dans le domaine concerné par le marché pendant au moins les deux derniers exercices clos (cumulé en cas de groupement), de 200.000 euros minimum;
- assurance contre les risques professionnels en cours de validité.

L'évaluation de la capacité financière et économique sera effectuée à partir des éléments contenus dans les documents suivants, à fournir par les soumissionnaires:

- la fiche de renseignements financiers figurant dans une annexe VII, portant sur les deux derniers exercices clos.

Si le soumissionnaire n'est pas en mesure de produire les éléments de référence demandés, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre document jugé approprié par le Parlement européen.

Le soumissionnaire peut également recourir aux capacités d'autres entités, quelle que soit la nature juridique des liens qu'il entretient avec celles-ci. Il doit, dans ce cas, prouver au Parlement européen qu'il disposera des moyens nécessaires pour l'exécution du marché, par exemple en certifiant que ces entités se sont engagées à mettre lesdits moyens à sa disposition. Dans ce cas, le Parlement européen a le droit de refuser la candidature ou l'offre soumise s'il a des doutes quant à l'engagement du tiers ou quant aux capacités financières de celui-ci. Le Parlement pourra, le cas échéant, exiger que le soumissionnaire et ces autres entités soient solidairement responsables de l'exécution du marché.

Dans les mêmes conditions, un groupement d'opérateurs économiques peut faire valoir les capacités des participants au groupement ou d'autres entités.

Par ailleurs, le soumissionnaire peut toujours s'appuyer sur les capacités économiques d'un ou de plusieurs sous-traitants pour autant que ceux-ci s'engagent à participer à l'exécution du marché. Dans ce cas de figure, le Parlement européen évaluera les capacités du ou des sous-traitants en rapport avec l'étendue de leur participation à l'exécution du marché.

13.3. Capacité technique et professionnelle

Le soumissionnaire doit disposer d'une capacité technique et professionnelle suffisante pour lui permettre d'exécuter le marché dans le respect des dispositions contractuelles et compte tenu de sa valeur et de son étendue. Si, à la lumière des informations fournies par le soumissionnaire, le Parlement européen a des doutes quant à ses capacités techniques et professionnelles ou si celles-ci s'avèrent insuffisantes pour exécuter le marché, l'offre pourra être rejetée sans que le soumissionnaire ne puisse prétendre à une quelconque compensation financière.

Pour le marché faisant l'objet du présent appel d'offres, le Parlement européen exige des soumissionnaires qu'ils disposent des capacités techniques et professionnelles suivantes:

- une expérience d'au moins trois ans dans des services/prestations semblables à celles requises dans le marché en question;

En fonction de la nature, de la quantité ou de l'importance et de l'utilisation des fournitures, services ou travaux à fournir, la capacité technique et professionnelle des opérateurs économiques sera justifiée par l'un ou plusieurs des documents suivants:

- une liste des principaux services fournis au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et leur client, public ou privé.

Le soumissionnaire pourra faire valoir les capacités d'autres entités, quelle que soit la nature juridique des liens existant entre lui-même et ces entités. Il doit alors prouver au Parlement européen qu'il disposera des moyens nécessaires pour l'exécution du marché, par exemple en produisant une attestation de l'engagement de ces entités à les mettre à sa disposition. Dans ce cas, le Parlement européen a le droit de refuser la candidature ou l'offre soumise s'il a des doutes quant à l'engagement du tiers ou quant aux capacités professionnelles et/ou techniques de celui-ci.

En tout cas, le soumissionnaire peut toujours s'appuyer sur les capacités techniques et professionnelles d'un ou de plusieurs sous-traitants pour autant que ceux-ci s'engagent à participer à l'exécution du marché. Dans ce cas de figure, le Parlement européen évaluera les capacités du ou des sous-traitants en rapport avec l'étendue de leur participation à l'exécution du marché.

Si le Parlement européen établit qu'un soumissionnaire se trouve dans une situation de conflit d'intérêts qui pourrait avoir une incidence sur l'exécution du marché, le Parlement pourra conclure que le soumissionnaire n'a pas le niveau de qualité approprié pour exécuter le marché. À ce titre, le soumissionnaire fournira (éventuellement via un lien internet) une description de la structure à laquelle le soumissionnaire (et ses sous-traitants dont la part de marché est supérieure à 20%) appartient : associés ou actionnaires; filiales; participation aux groupements ; noms des membres, de ses organes statutaires et de ses dirigeants. En cas d'attribution, le Parlement européen doit être tenu informé de tout changement.

Uniquement lorsque votre offre est retenue, vous devrez, avant la signature du contrat, fournir les preuves suivantes :

- une copie d'inscription au registre professionnel ou au registre du commerce qui convient ;
- les états financiers (bilans, comptes de résultat et toute autre information financière connexe) ou leurs extraits portant au maximum sur les deux derniers exercices clos; dans le cas d'un groupement, la copie des comptes est à fournir pour chacun des membres du groupement ;

- | |
|--|
| <ul style="list-style-type: none">- la preuve d'une assurance contre les risques professionnels. |
|--|

14. CRITÈRES D'ATTRIBUTION

Le présent marché sera attribué à l'offre économiquement la plus avantageuse, présentant le meilleur rapport entre la qualité et le prix. Le rapport qualité/prix de chaque offre sera déterminé en divisant le score qualitatif de l'offre par son prix en euros (**Q/P**).

La pondération relative entre le prix et la qualité est de 60 (prix) : 40 (qualité).

Les critères qualitatifs avec le score par critère sont les suivants :

1. Gestion du flux de la demande (15 points)

Ce critère permet d'évaluer les mesures prises pour garantir la flexibilité et la fiabilité de l'équipe à répondre à la fluctuation des demandes d'intervention et à garantir des prestations de service efficaces et de qualité. L'offre doit fournir des informations sur la gestion des équipes et des compétences.

2. Organisation du dispositif opérationnel (15 points)

Ce critère permet d'évaluer la qualité du dispositif opérationnel au regard des profils exigés des différents intervenants, de la répartition des rôles et responsabilités, des mesures prises afin de garantir la continuité du service et notamment la méthodologie de gestion des remplacements en cas d'absence. L'offre doit contenir des informations sur l'organisation proposée, les ressources dédiées et expose la logique qui sous-tend ce choix.

3. Mesures de contrôle de la qualité (10 points)

Ce critère permet d'évaluer le système de contrôle de la qualité appliqué aux prestations prévues dans le présent cahier des charges. Le système de qualité doit être détaillée dans l'offre et adapté aux tâches à accomplir.

Méthode d'attribution

Chaque offre recevable et techniquement conforme obtiendra d'office **60** points, qui correspondent à la valeur qualitative d'une offre de base conforme aux spécifications techniques. Des points qualitatifs supplémentaires (note comprise entre 0 et 40) s'y additionnent pour la valeur ajoutée, au titre du critère ci-dessus. Ainsi, chacune des offres obtiendra entre 60 et 100 points, qui expriment sa valeur globale pour le Parlement européen.

Le rapport qualité-prix ("value for money") de l'offre sera alors calculé comme suit:

$$(60 + Q) / P$$

... Q est la note du critère qualité (valeur ajoutée)

... P est le critère prix = taux horaire pondéré en valeur absolue (exprimé en EUR)

Le marché sera attribué à l'offre ayant le rapport qualité-prix le plus élevé.

Annexe I - Spécifications techniques

Le présent marché a pour objet l'exécution de services de déménagement, de manutention et de prestations associées.

1. Les prestations contractuelles

1.1 Prestations courantes

Ces prestations concernent principalement le déménagement et la manutention de biens, d'équipements et/ou de matériel de bureau, techniques, d'exposition et/ou de décoration.

Les prestations suivantes sont citées à titre non exhaustif :

-) Déménagement et manutention de biens (mobilier, cantines, caisses/cartons, diverses fournitures et matériel de bureau, palettes, plantes, localisé ou non dans les locaux et appartenant ou non au Pouvoir adjudicateur et/ou à son personnel)
-) Manutention de colis lourds et/ou encombrants
-) Déplacement de biens entre étages et/ou bâtiments
-) Manutention liée aux opérations de chargement/déchargement (à quai ou non)
-) Manutention liée à la mise en conteneurs et/ou à la préparation de colis volumineux, sensibles, fragiles, etc.
-) Tout travail préparatoire au déménagement/manutention, comme l'emballage du mobilier par exemple
-) Des travaux de réajustements sur mobilier en place, comme par exemple resserrage des vis, modification de mise à niveau des plans de travail, changements de piétement de plans de travail, ... nécessitant dans certaines circonstances la compétence de personnel expérimenté dans la fonction.

1.2 Prestations spécifiques

Mise à disposition d'engins de levage aménagés spécialement pour le chargement et le déchargement de biens, dûment sécurisés, agréés et en conformité aux normes techniques applicables en la matière.

1.3. Matériel à mettre à disposition et frais y relatifs

1.3.1. Engins

La mise à disposition du matériel tels que les engins de levage fait partie intégrante des prestations contractuelles.

Il est de la responsabilité du Contractant de prendre toutes les mesures nécessaires pour faciliter le stationnement de ces engins en dehors des bâtiments du Pouvoir adjudicateur, notamment l'obtention par ses propres moyens de toutes les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations y compris les réservations temporaires de stationnement auprès des autorités compétentes. Les frais éventuels engagés par le contractant seront remboursés sur présentation des pièces justificatives.

Les amendes résultant du non-respect des règlements en vigueur sont à charge du Contractant.

1.3.2 Matériel

Il est à noter que le contractant mettra à disposition de son personnel tout matériel nécessaire pour l'exécution des prestations contractuelles. Le coût y relatif est inclus dans les prix unitaires de chaque catégorie de travailleur. À titre d'exemple:

- chaque déménageur/manutentionnaire du Contractant dispose de tous les outils, équipements de travail et de sécurité y compris dans le domaine vestimentaire (chaussures de sécurité, gants de protection,), ainsi que des outillages et accessoires de base nécessaires en fonction des prestations (habillements, sacoches avec les outils utiles comme marteau, tournevis plat-tournevis cruciforme, chasse-cale, pinces, clés).

- les frais de communication, liés à l'obligation de son personnel de disposer d'un GSM (voir points 3.1 et 3.2).

2. Lieux d'exécution des prestations contractuelles

La majorité de ces prestations seront effectuées tant à l'intérieur, qu'entre les bâtiments occupés ou gérés par le Parlement européen à Strasbourg.

3. Structure du personnel du contractant

3.1. Gestionnaire du contrat

Le Contractant désignera un responsable de la gestion du contrat, qui assurera les contacts avec les responsables du Pouvoir adjudicateur. Celui-ci devra posséder une expérience d'au moins cinq ans dans le domaine couvert par le contrat. Il sera chargé de la supervision, de l'exécution du contrat et de sa bonne mise en œuvre. Il lui reviendra de régler tous les problèmes se rapportant à la gestion et à l'exécution du contrat, de vérifier le respect scrupuleux de la réglementation de la sécurité de travail (bien-être) et de donner toutes les instructions utiles au personnel. À cet effet, il devra être joignable les jours ouvrables de 8h30 à 17h30. En cas d'absence ou d'indisponibilité, cette personne sera remplacée par une personne possédant les mêmes qualifications. Les frais liés au gestionnaire sont inclus et répartis dans les prix unitaires, au même titre que les frais d'ordre général (ils ne feront, en aucun cas, l'objet d'une facturation).

Le responsable de la gestion du contrat pourra être invité à participer à des réunions avec les responsables du Pouvoir adjudicateur pour contrôler l'exécution des prestations contractuelles.

3.2 Personnel exécutant et chef d'équipe

Le personnel exécutant est composé de déménageurs/manutentionnaires. Ils sont qualifiés pour les prestations décrites au point 1 ci-dessus.

Le chef d'équipe veille à la bonne exécution des prestations (présence du personnel, surveillance et contrôle des quantité et qualité des prestations, etc.). Il donne toutes les instructions utiles aux autres membres du personnel. En cas d'absence, il est remplacé par des personnes de qualification équivalente.

Le personnel exécutant et les chefs d'équipe doivent porter en permanence un vêtement montrant leur appartenance à la société contractante et, de façon visible, le badge «laissez-passer » qui leur sera remis par le Parlement européen.

Le nombre de déménageurs et de chefs d'équipe nécessaire pour effectuer les prestations est fixé par le pouvoir adjudicateur et varie de jour en jour. Le nombre de personnes serait, en moyenne et à titre purement indicatif, les suivants :

Samedi précédant la session parlementaire: de 1 à 5 personnes, horaires de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 17h30

Lundi au jeudi de la session parlementaire: de 0 à 2 personnes, horaires de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 17h30

Vendredi de la session parlementaire: de 1 à 5 personnes, horaires de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 17h30 ou de 8h30 à 12h30

Lundi au vendredi hors sessions parlementaires : de 0 à 4 personnes, horaires de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 17h30 ou de 8h30 à 12h30.

Le calendrier des sessions parlementaires 2019 et 2020 est fourni à titre indicatif, et est consultable, à l'adresse : <http://www.europarl.europa.eu/plenary/fr/meetings-search.html> dans la section Calendrier annuel, à droite.

Le contractant a l'obligation de répondre aux variations du nombre de personnes dans les 48 heures. Dans le cas d'une variation importante (supérieure de 30% à la moyenne par rapport à la limite supérieure des fourchettes ci-dessus), le contractant en sera informé moyennant un délai de préavis d'au moins 5 jours ouvrables.

Les frais de déplacement du personnel sont à la charge du contractant.

Étant donné qu'il est possible que le personnel se trouve dans un endroit isolé lors de l'exécution des prestations, chaque membre du personnel du contractant ou de son sous-traitant devra être en possession d'un téléphone mobile permettant de le contacter. Le responsable de la gestion du contrat communiquera une liste reprenant ces numéros au pouvoir adjudicateur et l'actualisera chaque fois que nécessaire.

4. Modalités d'exécution des prestations

Le contractant s'engage à exécuter les prestations de services relatives à l'objet du contrat, dans les règles de l'art et conformément aux dispositions du contrat.

Le contractant s'engage à respecter les règlements et dispositions légales en vigueur dans la profession concernée et dans le lieu d'exécution et en particulier la réglementation en matière de sécurité, d'hygiène et d'environnement. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'arrêter toutes les prestations dont l'exécution ne présenterait pas toutes les garanties dans ces domaines.

4.1. La commande des prestations

Le pouvoir adjudicateur ne peut pas garantir une distribution régulièrement étalée sur l'année des demandes de prestation. Mais afin de préserver la stabilité des équipes en place et compte tenu de la spécificité des prestations, le pouvoir adjudicateur peut communiquer les besoins estimés par semaine de travail, ou sur une base mensuelle sans pour autant y être obligé.

En cas d'impossibilité d'effectuer une prestation, le contractant doit immédiatement prévenir le pouvoir adjudicateur qui donnera de nouvelles instructions. De la même façon, le contractant préviendra le pouvoir adjudicateur de la reprise normale des activités.

4.2. Les demandes d'intervention

Le nombre exact de personnes nécessaires pour effectuer les prestations sera variable en fonction de la charge de travail. Le pouvoir adjudicateur transmet au responsable de la gestion du contrat les **demandes d'intervention** sur la base de bons de commande spécifiant les prestations à effectuer (nombre de personnes, horaires, types de prestation).

Pour les prestations nécessitant des engins de levage, la demande d'intervention du pouvoir adjudicateur est faite, en principe, dans un délai de cinq jours ouvrables.

4.3. Les moments des prestations

En règle générale, les prestations sont à effectuer du lundi au samedi entre 8h30 et 17h30. Le personnel du contractant se présente 10 minutes avant le début des prestations.

En dérogation à la règle générale, le pouvoir adjudicateur peut commander des prestations:

- entre 6h00 et 8h00 et entre 18h00 et 22h00 (sans sursalaires),
- les jours fériés du pouvoir adjudicateur ou du pays hôte,
- le dimanche.

L'horaire exact des prestations est indiqué dans les demandes d'intervention. Afin de garantir que l'exécution des prestations contractuelles n'entrave pas le bon fonctionnement des services du pouvoir adjudicateur, ce dernier fixe la plage horaire pour l'exécution de la prestation.

Si un jour ouvré du pouvoir adjudicateur correspond à un jour férié officiel légal du lieu d'exécution des prestations, les prestations du personnel de ce jour seront rémunérées au tarif "jour férié", figurant dans les bordereaux de prix de l'offre.

Les jours fériés du pouvoir adjudicateur sont transmis au contractant sur simple demande. Ces jours-là, le niveau d'activité peut diminuer fortement voire être nul.

Le contractant s'engage à respecter la législation applicable, notamment le droit du travail et les salaires minimaux. Le contractant recrute et rémunère le personnel nécessaire au bon fonctionnement et l'emploi et surveille sous sa seule responsabilité. Le Parlement européen ne sera jamais considéré comme l'employeur.

4.4. Organisation et suivi des prestations

4.4.1. Organisation des demandes d'intervention

Pour l'exécution du contrat, le contractant devra fournir au pouvoir adjudicateur l'organigramme du personnel proposé pour ces prestations en détaillant leur qualification et expérience dans le domaine couvert par le contrat. Le contractant désignera deux chefs d'équipe avec une expérience professionnelle d'au moins 3 ans dans le domaine couvert par le contrat et la gestion d'équipe.

Le contractant devra fournir au service du pouvoir adjudicateur, préalablement à l'exécution de la demande d'intervention et, au plus tard cinq jours ouvrables avant la semaine de travail, la liste nominative des personnes qui vont exécuter les prestations en précisant leur statut (déménageur/manutentionnaire/chef d'équipe). Dans le cas d'un (de) nouveau(x) prestataire(s), cette liste sera accompagnée d'un extrait récent (de moins d'un an) du casier judiciaire de (des) l'intéressé(s).

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander le retrait immédiat des personnes dont le comportement est jugé inacceptable, sans que cela ne puisse entraîner des frais supplémentaires.

4.4.2. Suivi de la présence des prestataires

Le responsable de la gestion du contrat transmet dans les délais au pouvoir adjudicateur les fiches de facturation dans lesquelles sont détaillées les présences du personnel affecté aux prestations demandées.

5. Responsabilité, assurances et réparation

Les prestations de services sont exécutées sous la seule responsabilité du contractant. Le pouvoir adjudicateur ne pourra donc, en aucun cas, être rendu responsable des accidents qui pourraient survenir lors de l'exécution desdites prestations de services.

La responsabilité du contractant est engagée vis-à-vis des pouvoir adjudicateurs pour toute perte ou dommage, conséquence d'un accident de son personnel ou des tiers, d'une erreur de manipulation ou d'un défaut de protection des biens, résultant directement ou indirectement de l'exécution ou du défaut d'exécution de l'objet du contrat. Ladite responsabilité est couverte par une police d'assurances souscrite par le contractant, couvrant sa responsabilité civile.

Le contractant doit maintenir une assurance le couvrant de tous les dommages matériels et corporels qui surviendraient du fait et à l'occasion de l'exercice des prestations prévues dans le contrat. Cette assurance doit couvrir également tous les risques qui peuvent survenir aux parlementaires, fonctionnaires et agents, à des tiers et en général aux usagers.

[illegible]

Klaus WELLE, Secrétaire-Général
Bruxelles, 21 juin 2016



Protection de l'environnement (EMAS) dans les bâtiments du Parlement Européen

Destiné au personnel des entreprises travaillant pour le Parlement Européen



Qu'est-ce qu'EMAS?

EMAS est le système utilisé par le Parlement européen (PE) pour **diminuer l'impact de ses activités sur l'environnement**. EMAS est un système de management environnemental (SME) basé sur les normes ISO 14001 et le Règlement EMAS 1221/2009. Le Parlement a commencé à appliquer l'EMAS suite à une décision du Bureau en 2004.

Le Président et le Secrétaire général du PE ont signé la Politique EMAS en 2016. Ce document engage le Parlement à diminuer de façon constante son impact sur l'environnement par secteur d'activité dans des domaines tels que la production de déchets et le recyclage, la manipulation de substances dangereuses, les émissions CO₂ pour lutter contre le réchauffement de la planète, la consommation d'énergie, d'eau et de papier, le respect de la législation environnementale, la formation du personnel, les marchés publics écologiques.



Signature de la
Politique EMAS le
21 Juin 2016

Comment mon entreprise peut-elle contribuer à améliorer l'environnement au Parlement européen?

Vous y contribuerez en respectant la législation environnementale en vigueur, ainsi que toutes les consignes et procédures environnementales. Votre société devra s'assurer que toute personne exécutant des tâches qui ont des impacts environnementaux significatifs a reçu la formation nécessaire. Votre entreprise joue donc un rôle essentiel pour améliorer la qualité environnementale au PE.

Notre engagement environnemental est également repris dans les obligations annoncées dans nos nouveaux contrats: "Le contractant s'engage à respecter (...) les caractéristiques environnementales du marché et toute autre condition du même genre, imposées par le cahier des charges et détaillées, le cas échéant, dans l'offre du contractant. Le Parlement européen se réserve le droit d'effectuer directement auprès du contractant les vérifications et les contrôles nécessaires afin de s'assurer du respect des exigences environnementales imposées (...) Tout constat de manquement de la part du contractant aux obligations environnementales imposées, ainsi que tout refus de vérification par le Parlement européen ou un organisme dûment mandaté, permettra au Parlement européen de résilier le contrat".



Si vous utilisez des substances dangereuses pour l'environnement, vous êtes tenus de respecter la législation en vigueur et de connaître les procédures environnementales du PE. Pour plus d'infos, veuillez contacter votre responsable au Parlement européen.



Si vous êtes dans nos bâtiments et vous détectez un accident avec des conséquences environnementales significatives (comme un incendie, explosion, fuite d'eau, de mazout, de gaz, d'huile ou d'autres substances dangereuses), veuillez en informer le Service de la Sécurité (☎ 85112). Le même numéro peut être utilisé en cas d'urgence médicale.



Nous remercions les contractants et sous-traitants du Parlement pour leur précieuse contribution au tri, stockage et revalorisation des déchets. Nous vous rappelons l'importance de respecter le tri et vous prions de sensibiliser vos collègues de l'importance de votre rôle pour l'environnement.



Et que pourrait faire mon entreprise si elle provoque d'autres impacts sur l'environnement?

Si les activités réalisées par votre entreprise pour le Parlement européen provoquent d'autres impacts sur l'environnement (consommation de papier, de carburant, d'électricité, d'eau, production d'autres types de déchets...) vous pouvez contacter votre responsable au Parlement européen afin d'essayer d'améliorer votre performance environnementale (l'unité EMAS se tient également à votre disposition).

Quelques petits conseils pour le quotidien :



Économisez l'eau. Fermez bien le robinet et prévenez le service responsable si vous constatez une fuite.



Économisez l'énergie. Éteignez l'éclairage quand il n'est pas nécessaire et économisez l'électricité.



Empruntez plutôt les escaliers. C'est mieux pour votre santé et plus écologique!



Recyclez les déchets. Veuillez ramasser vos déchets et utiliser les poubelles adéquates. Les déchets qui ne sont pas bien triés ne pourront pas être recyclés !



Privilégiez le transport public pour vos déplacements. Le transport est une des sources les plus importantes des émissions de CO₂.

Qu'a déjà réalisé le Parlement européen en faveur de l'environnement ? Le PE travaille depuis longtemps pour améliorer l'environnement. Voici quelques réalisations concrètes :

- Le PE s'est engagé à **réduire ses émissions CO₂ de 30%** pour 2020.
- Le Parlement **trie et revalorise ses déchets** et porte une attention particulière aux **produits dangereux**.
- Le Parlement utilise de l'**électricité** provenant à **100%** de sources renouvelables, et cela dans les trois lieux de travail.
- Le PE intègre des **clauses environnementales** dans les marchés publics.

Saviez-vous que le Parlement a obtenu les certifications EMAS et ISO 14001? Ainsi, des audits externes sont effectués chaque année et votre implication dans le système environnemental sera également évaluée.

EMAS, c'est vous!



Nous attendons vos propositions et suggestions sur emas@ep.europa.eu

Annexe III: Déclaration sur l'honneur du soumissionnaire relative aux critères d'exclusion et de sélection

Raison sociale :

Forme juridique :

Adresse officielle :

N° TVA :

Adresse électronique à laquelle le candidat sera informé du déroulement et des résultats de la procédure¹ :
.....

Nom, prénom et qualité / fonction du représentant déclarant :

.....

Je soussigné(e), représentant le soumissionnaire identifié ci-dessus,

I – SITUATION D'EXCLUSION CONCERNANT LA PERSONNE

1) déclare que la personne susmentionnée se trouve dans l'une des situations suivantes:	OUI	NON
a) elle est en état de faillite ou fait l'objet d'une procédure d'insolvabilité ou de liquidation, ses biens sont administrés par un liquidateur ou sont placés sous administration judiciaire, elle a conclu un concordat préventif, elle se trouve en état de cessation d'activités, ou dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature prévue par les législations ou réglementations nationales;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b) il a été établi par un jugement définitif ou une décision administrative définitive que la personne n'a pas respecté ses obligations relatives au paiement des impôts ou des cotisations de sécurité sociale conformément au droit applicable ;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c) il a été établi par un jugement définitif ou une décision administrative définitive que la personne a commis une faute professionnelle grave en ayant violé des dispositions législatives ou réglementaires applicables ou des normes de déontologie de la profession à laquelle elle appartient, ou en ayant adopté une conduite fautive qui a une incidence sur sa crédibilité professionnelle, dès lors que cette conduite dénote une intention fautive ou une négligence grave, y compris en particulier l'une des conduites suivantes:		
i) présentation frauduleuse ou par négligence de fausse déclaration en fournissant les renseignements exigés pour la vérification de l'absence de motifs d'exclusion ou le respect des critères d'éligibilité ou de sélection ou dans l'exécution de l'engagement juridique;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
ii) conclusion d'un accord avec d'autres personnes en vue de fausser la concurrence;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

¹ Par le fait de soumettre une candidature puis une offre, vous acceptez d'office de recevoir les demandes éventuelles du Parlement européen et les notifications du résultat de la procédure par courrier électronique (point 16.2 de l'annexe 1 au règlement (UE) 2018/1046). Il vous appartient de vous assurer que la boîte de l'adresse communiquée ci-dessus sera relevée (il est préférable d'indiquer une adresse fonctionnelle du secrétariat, ou plusieurs adresses nominatives) et que vos systèmes de filtres pare-feu et spam ne bloqueront pas les courriers provenant du domaine @europa.eu.

iii) violation de droits de propriété intellectuelle;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
iv) tentative d'influer sur le processus décisionnel du pouvoir adjudicateur lors de la procédure d'attribution;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
v) tentative d'obtenir des informations confidentielles susceptibles de lui donner un avantage indu lors de la procédure d'attribution;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
d) il a été établi par un jugement définitif que la personne est coupable des faits suivants:		
i) fraude, au sens de l'article 3 de la Directive (UE) 2017/1371 et de l'article 1 ^{er} de la convention relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes, établie par l'acte du Conseil du 26 juillet 1995;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
ii) corruption, telle qu'elle est définie à l'article 4(2) de la Directive (UE) 2017/1371 et à l'article 3 de la convention relative à la lutte contre la corruption impliquant des fonctionnaires des Communautés européennes ou des fonctionnaires des États membres de l'UE, établie par l'acte du Conseil du 26 mai 1997, et à l'article 2, paragraphe 1, de la décision-cadre 2003/568/JAI du Conseil, ou telle qu'elle est définie dans les dispositions légales du pays où le pouvoir adjudicateur se situe, du pays où la personne est établie ou du pays où le marché doit être exécuté;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
iii) comportements liés à une organisation criminelle telle qu'elle est définie à l'article 2 de la décision-cadre 2008/841/JAI du Conseil;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
iv) blanchiment de capitaux ou financement du terrorisme tels qu'ils sont définis à l'article 1 ^{er} , paragraphes 3, 4 et 5, de la directive (UE) 2015/849 du Parlement européen et du Conseil ;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
v) infraction terroriste ou infraction liée aux activités terroristes, telles qu'elles sont définies respectivement à l'article 1 ^{er} et à l'article 3 de la décision-cadre 2002/475/JAI du Conseil, ou incitation à commettre une infraction, complicité ou tentative d'infraction telles qu'elles sont visées à l'article 4 de ladite décision;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
vi) travail des enfants ou autres formes de traite des êtres humains tels qu'ils sont définis à l'article 2 de la directive 2011/36/UE du Parlement européen et du Conseil;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
e) elle a gravement manqué à des obligations essentielles dans l'exécution d'un marché ou d'une convention financés par le budget de l'Union, ce qui a conduit à la résiliation anticipée du marché ou de la convention ou à l'application de dommages-intérêts forfaitaires ou d'autres pénalités contractuelles ou ce qui a été découvert à la suite de contrôles et d'audits ou d'enquêtes effectués par un pouvoir adjudicateur, l'Office européen de lutte antifraude (OLAF) ou la Cour des comptes ;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
f) il a été établi par un jugement définitif ou une décision administrative définitive qu'elle a commis une irrégularité au sens de l'article 1 ^{er} , paragraphe 2, du règlement (CE, Euratom) n° 2988/95 du Conseil;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
g) il a été établi par un jugement définitif ou une décision administrative définitive que la personne ou l'entité a créé une entité dans une juridiction différente dans l'intention de se soustraire à des obligations fiscales, sociales ou à toute autre obligation légale applicable sur le territoire où se trouve son siège statutaire, son administration centrale ou son principal établissement;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
h) il a été établi par un jugement définitif ou une décision administrative définitive qu'une entité a été créée dans l'intention visée au point g) ;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
i. pour les cas visés aux points c) à h) ci-dessus, la personne est soumise aux : des faits établis dans le cadre d'audits ou d'enquêtes menés par le Parquet européen, la Cour des comptes, l'OLAF ou le service d'audit interne, ou encore de tout autre contrôle, audit ou vérification effectué sous la responsabilité du pouvoir	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

<p>adjudicateur d'une institution de l'Union, d'un organisme européen ou d'une agence ou d'un organe de l'Union;</p> <p>ii. des décisions administratives non définitives, y compris le cas échéant des mesures disciplinaires prises par l'organe de surveillance compétent qui est chargé de vérifier l'application des normes de déontologie professionnelle;</p> <p>iii. des faits établis par des décisions d'entités ou personnes chargées de tâches liés à l'implémentation du budget européen ;</p> <p>iv. des décisions de la Commission relatives à la violation des règles de l'Union dans le domaine de la concurrence ou des décisions d'une autorité nationale compétente concernant la violation du droit de l'Union ou du droit national en matière de concurrence; ou</p> <p>v. des décisions d'exclusion prises par un ordonnateur d'une institution de l'Union européenne, d'un organisme européen ou d'une agence ou d'un organe de l'Union européenne.</p>		
---	--	--

II – SITUATIONS D'EXCLUSION CONCERNANT LES PERSONNES PHYSIQUES OU MORALES AYANT LE POUVOIR DE REPRÉSENTATION, DE DÉCISION OU DE CONTRÔLE À L'ÉGARD DE LA PERSONNE MORALE ET LES BÉNÉFICIAIRES EFFECTIFS.

Ne s'applique pas aux personnes physiques, aux États membres et aux autorités locales

2) Le signataire déclare qu'une personne physique ou morale qui est membre de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance de la personne morale susmentionnée ou qui possède des pouvoirs de représentation, de décision ou de contrôle à l'égard de ladite personne morale (à savoir, par exemple, les chefs d'entreprise, les membres des organes de direction ou de surveillance et les personnes physiques ou morales détenant, à titre individuel, la majorité des parts), ou un bénéficiaire effectif de la personne [au sens de l'article 3, point 6), de la directive (UE) 2015/849] se trouve dans l'une des situations suivantes:	OUI	NON	Sans objet
Situation visée au point c) ci-dessus (faute professionnelle grave)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Situation visée au point d) ci-dessus (fraude, corruption ou autre infraction pénale)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Situation visée au point e) ci-dessus (manquement grave dans l'exécution d'un marché)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Situation visée au point f) ci-dessus (irrégularité)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Situation visée au point g) ci-dessus (création d'une entité dans l'intention de se soustraire à des obligations légales)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Situation visée au point f) ci-dessus (personne créée dans l'intention de se soustraire à des obligations légales)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

III – SITUATIONS D'EXCLUSION CONCERNANT LES PERSONNES PHYSIQUES OU MORALES QUI RÉPONDENT INDÉFINIMENT DES DETTES DE LA PERSONNE MORALE

3) déclare qu'une personne physique ou morale qui répond indéfiniment des dettes de la personne morale susmentionnée se trouve dans l'une des situations suivantes:	OUI	NON	Sans objet
Situation visée au point a) ci-dessus (faillite)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Situation visée au point b) ci-dessus (non-respect du paiement des impôts ou des cotisations de sécurité sociale)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

IV – MOTIFS DE REJET DE LA PRÉSENTE PROCÉDURE

4) déclare que la personne susmentionnée:	OUI	NON
i) a participé précédemment à la préparation des documents de marché utilisés lors de la présente procédure d'attribution, si cela a entraîné une violation du principe d'égalité de traitement, notamment une distorsion de concurrence qui ne peut être corrigée autrement.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

V – MESURES CORRECTRICES

Si elle déclare l'une des situations d'exclusion mentionnées ci-dessus, la personne doit indiquer les mesures qu'elle a prises pour remédier à la situation d'exclusion, démontrant ainsi sa fiabilité. Il peut s'agir, par exemple, de mesures prises au niveau technique, de l'organisation et du personnel en vue d'éviter toute répétition, de l'indemnisation du dommage ou du paiement des amendes ou de tout impôt ou toute cotisation de sécurité sociale. Les preuves documentaires pertinentes démontrant les mesures correctrices prises doivent être annexées à la présente déclaration. Cette disposition ne s'applique pas aux situations visées au point d) de la présente déclaration.

VI – JUSTIFICATIFS SUR DEMANDE

Sur demande et dans le délai fixé par le pouvoir adjudicateur, la personne doit fournir des informations sur les personnes physiques et morales qui sont membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance ou qui possèdent des pouvoirs de représentation, de décision ou de contrôle, y compris les personnes physiques et morales faisant partie de la structure de propriété et de contrôle et les bénéficiaires effectifs.

Elle doit également fournir les justificatifs suivants concernant la personne proprement dite et la ou les personnes physiques ou morales sur la capacité desquelles la personne compte s'appuyer, ou un sous-traitant, et concernant la ou les personnes physiques ou morales qui répondent indéfiniment des dettes de la personne:

Pour les cas mentionnés aux points a), c), d), f) et g) et h), un extrait récent du casier judiciaire est requis ou, à défaut, un document équivalent délivré récemment par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'établissement de la personne, dont il résulte que ces exigences sont satisfaites.

Pour les cas mentionnés au point b), des certificats récents délivrés par les autorités compétentes de l'État concerné sont requis. Ces documents doivent apporter la preuve du paiement de tous les impôts, taxes et cotisations de sécurité sociale dont la personne est redevable, y compris la TVA, l'impôt sur le revenu (personnes physiques uniquement), l'impôt sur les sociétés (personnes morales uniquement) et les charges sociales. Lorsqu'un document visé ci-dessus n'est pas délivré dans le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment faite devant une autorité judiciaire ou un notaire ou, à défaut, une déclaration solennelle faite devant une autorité administrative ou un organisme professionnel qualifié du pays d'établissement.

La personne n'est pas tenue de fournir les justificatifs si elle les a déjà présentés aux fins d'une autre procédure d'attribution du même pouvoir adjudicateur. Les documents ne doivent pas avoir été délivrés plus d'un an avant la date à laquelle ils ont été demandés par le pouvoir adjudicateur et doivent être toujours valables à cette date.

Le signataire déclare que la personne a déjà fourni les preuves documentaires aux fins d'une précédente procédure et confirme qu'aucun changement n'est intervenu dans sa situation:

Document	Référence complète de la précédente procédure

VII – CRITÈRES DE SÉLECTION

5) déclare que la personne susmentionnée satisfait aux critères de sélection qui lui sont applicables à titre individuel, tels que prévus par le cahier des charges, à savoir:	OUI	NON	Sans objet
a) elle a la capacité d'exercer l'activité professionnelle d'un point de vue légal et réglementaire, nécessaire à l'exécution du marché, conformément aux dispositions du point 13.1 du cahier des charges;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b) elle remplit les critères économiques et financiers applicables mentionnés au point 13.2 du cahier des charges;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c) elle remplit les critères techniques et professionnels applicables mentionnés au point 13.3 du cahier des charges.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

6) si la personne susmentionnée est soumissionnaire unique ou chef de file dans le cas d'une offre conjointe , déclare que:	OUI	NON	Sans objet
d) le soumissionnaire (y compris tous les membres du groupement en cas d'offre conjointe et les sous-traitants, le cas échéant) respecte l'ensemble des critères de sélection pour lesquels il sera procédé à une évaluation d'ensemble conformément au cahier des charges.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

VIII – JUSTIFICATIFS AUX FINS DE LA SÉLECTION

Le signataire déclare que la personne susmentionnée peut fournir, sur demande et sans tarder, les documents justificatifs nécessaires énumérés dans les sections correspondantes du cahier des charges et qui ne sont pas disponibles sous forme électronique.

La personne n'est pas tenue de fournir les justificatifs si elle les a déjà présentés aux fins d'une autre procédure de passation de marché du même pouvoir adjudicateur. Les documents ne doivent pas avoir été délivrés plus d'un an avant la date à laquelle ils ont été demandés par le pouvoir adjudicateur et doivent être toujours valables à cette date.

Le signataire déclare que la personne a déjà fourni les preuves documentaires aux fins d'une précédente procédure et confirme qu'aucun changement n'est intervenu dans sa situation:

Document	Référence complète de la précédente procédure

La personne susmentionnée est susceptible d'être rejetée de la présente procédure et est passible de sanctions administratives (exclusion ou sanction financière) s'il est établi que de fausses déclarations ont été faites ou que de fausses informations ont été fournies pour participer à la présente procédure.

Nom et prénom(s)

Date

Signature

Annexe IV: Signalétique financier – fournisseur

ENTITE LEGALE SOCIETE PRIVEE	
Titre / FORME JURIDIQUE	<div style="border: 1px solid black; height: 1.2em; width: 100%;"></div>
NOM (S)	<div style="border: 1px solid black; height: 1.2em; width: 100%;"></div>
ACRONYME	<div style="border: 1px solid black; height: 1.2em; width: 100%;"></div>
ADRESSE Rue	<div style="border: 1px solid black; height: 1.2em; width: 100%;"></div>
Num	<div style="border: 1px solid black; height: 1.2em; width: 100%;"></div>
Code postal	<div style="border: 1px solid black; height: 1.2em; width: 100%;"></div>
Commune / Ville	<div style="border: 1px solid black; height: 1.2em; width: 100%;"></div>
N° TVA	<div style="border: 1px solid black; height: 1.2em; width: 100%;"></div>
LIEU D'ENREGISTREMENT	<div style="border: 1px solid black; height: 1.2em; width: 100%;"></div>
DATE D'ENREGISTREMENT	<div style="border: 1px solid black; height: 1.2em; width: 100%;"></div>
N° DE REGISTRE	<div style="border: 1px solid black; height: 1.2em; width: 100%;"></div>
TELEPHONE	<div style="border: 1px solid black; height: 1.2em; width: 100%;"></div>
FAX	<div style="border: 1px solid black; height: 1.2em; width: 100%;"></div>
E-MAIL	<div style="border: 1px solid black; height: 1.2em; width: 100%;"></div>
Ces informations doivent être accompagnées d'une photocopie de tout document officiel permettant d'identifier le nom de l'entité légale, l'adresse du siège social, le numéro de TVA et le numéro d'enregistrement auprès des autorités nationales.	
INTITULE DU COMPTE BANCAIRE	
NOM (Nom sous lequel le compte a été ouvert)	<div style="border: 1px solid black; height: 1.2em; width: 100%;"></div>
ADRESSE Rue	<div style="border: 1px solid black; height: 1.2em; width: 100%;"></div>
Num	<div style="border: 1px solid black; height: 1.2em; width: 100%;"></div>
Code postal	<div style="border: 1px solid black; height: 1.2em; width: 100%;"></div>
Commune / Ville	<div style="border: 1px solid black; height: 1.2em; width: 100%;"></div>
Pays	<div style="border: 1px solid black; height: 1.2em; width: 100%;"></div>
BANQUE	
IBAN (Obligatoire, si le code IBAN existe dans le pays où votre banque est établie)	<div style="border: 1px solid black; height: 1.2em; width: 100%;"></div>
CODE SWIFT (BIC)	<div style="border: 1px solid black; height: 1.2em; width: 100%;"></div>
DEVISE	<div style="border: 1px solid black; height: 1.2em; width: 100%;"></div>
COMPTE BANCAIRE (Format National)	<div style="border: 1px solid black; height: 1.2em; width: 100%;"></div>
NOM DE LA BANQUE	<div style="border: 1px solid black; height: 1.2em; width: 100%;"></div>
ADRESSE Rue	<div style="border: 1px solid black; height: 1.2em; width: 100%;"></div>
Num	<div style="border: 1px solid black; height: 1.2em; width: 100%;"></div>
Code postal	<div style="border: 1px solid black; height: 1.2em; width: 100%;"></div>
Commune / Ville	<div style="border: 1px solid black; height: 1.2em; width: 100%;"></div>
Pays	<div style="border: 1px solid black; height: 1.2em; width: 100%;"></div>
Cachet de la banque + Signature de son représentant * : <div style="border: 1px solid black; height: 150px; width: 100%;"></div>	Date + signature du représentant (Obligatoire) <div style="border: 1px solid black; height: 150px; width: 100%;"></div>
* Il est préférable de joindre une copie d'un extrait de compte bancaire récent. Veuillez noter que le relevé bancaire doit fournir toutes les informations indiquées ci-dessus sous «INTITULE DU COMPTE BANCAIRE» et «BANQUE». Dans ce cas, le cachet de la banque et la signature de son représentant ne sont pas requis. La signature du titulaire du compte est obligatoire dans tous les cas.	

Annexe V: Fiche de renseignements concernant les groupements d'opérateurs économiques

Nom officiel du membre mandaté par le groupement²:.....

Adresse officielle:

Forme juridique du groupement³:

Je soussigné(e) M./M^{me}, en ma qualité de représentant du mandataire du groupement d'opérateurs ayant soumis la présente offre, déclare avoir pris connaissance des conditions fixées par le Parlement européen afin de pouvoir présenter une offre en tant que groupement et que la soumission d'une offre ainsi que la signature de la présente déclaration comportent l'acceptation desdites conditions:

«Le groupement d'opérateurs économiques justifiera de sa forme juridique dans l'offre. Cette forme juridique pourra prendre l'une des formes suivantes:

- une entité disposant d'une personnalité juridique reconnue par un État membre;
- une entité sans personnalité juridique, mais qui offre au Parlement européen une protection suffisante au niveau des intérêts contractuels (selon l'État membre concerné, il peut s'agir, par exemple, d'un groupement ou d'une association temporaire);
- la signature par tous les partenaires d'une sorte de "procuration" ou document équivalent qui confirmera une forme de coopération.

Le document produit doit prouver le statut réel du groupement. De même, dans ce document ou dans une annexe à celui-ci, les opérateurs économiques faisant partie du groupement devront s'engager en tant que soumissionnaires à assumer une responsabilité solidaire lors de l'exécution du contrat si celui-ci leur est attribué.

Le Parlement européen pourra accepter d'autres formes juridiques non prévues ci-dessus à condition que celles-ci assurent la responsabilité solidaire des parties et soient compatibles avec l'exécution du contrat. Toutefois, dans le contrat qui sera signé avec le groupement d'opérateurs, le Parlement européen se référera expressément à l'existence de cette responsabilité solidaire. Par ailleurs, il se réserve le droit d'exiger contractuellement la nomination d'un mandataire habilité qui pourra représenter les membres et aura, entre autres, la faculté d'émettre des factures au nom des autres membres.»

Renseignements concernant les membres du groupement			
Nom du membre du groupement	Adresse du membre du groupement	Nom du représentant du membre	Descriptions des capacités techniques, professionnelles et économiques ⁴

Date:

Signature:

² Indiquer le nom et l'adresse du membre mandaté par les autres membres du groupement pour représenter celui-ci. En cas d'absence de mandat, tous les membres du groupement devront signer la présente déclaration.

³ À indiquer si une forme précise a été choisie par les membres du groupement. Dans le cas contraire, ne rien mentionner.

⁴ Si une telle description a déjà été faite dans l'offre, un renvoi vers l'endroit où celle-ci apparaît pourra être fait.

Annexe VI: Déclaration concernant les sous-traitants

Nom du soumissionnaire:

Je soussigné(e) M./M^{me}, en ma qualité de représentant du soumissionnaire susmentionné, **déclare** que si ce dernier devient l'attributaire du marché ou d'un ou de plusieurs lots dudit marché, les opérateurs économiques suivants y participeront en tant que sous-traitants:

Renseignements concernant les sous-traitants		
Nom et adresse du sous-traitant	Description de la partie du contrat sous-traitée	Description de la valeur (en euros et en pourcentage du montant total estimé du contrat)

J'ai pris connaissance que le Parlement européen se réserve le droit d'exiger des informations sur les capacités financières, économiques, techniques et professionnelles du ou des sous-traitants proposés. De même, le Parlement européen pourra réclamer les preuves nécessaires pour déterminer si les sous-traitants satisfont aux critères d'exclusion requis aux soumissionnaires.

Dans ce contexte, le Parlement européen se réserve le droit de rejeter tout sous-traitant proposé qui ne satisfait pas aux critères d'exclusion et/ou de sélection.

Par ailleurs, le Parlement européen devra être informé par le contractant de tout recours ultérieur à la sous-traitance non prévu dans l'offre. Le Parlement européen se réserve donc le droit d'accepter ou non tout sous-traitant proposé pendant l'exécution du contrat. Pour ce faire, il pourra réclamer les preuves nécessaires pour déterminer si le ou les sous-traitants satisfont aux critères requis. L'autorisation du Parlement européen sera toujours accordée par écrit.

L'attribution du marché à un soumissionnaire qui propose un sous-traitant dans son offre équivaut à une autorisation de sous-traitance.

Date:

Signature:

Annexe VII: Fiche de renseignements financiers

Le soumissionnaire ou chaque société, dans le cas d'un groupement de sociétés disposant d'un mandataire commun, remplit la présente fiche en se fondant sur les bilans financiers des deux derniers exercices.

Chiffre d'affaires

Montant total du chiffre d'affaires des deux derniers exercices

Exercice n-1 EUR

Exercice n-2 EUR

Certifiée sincère et exacte.

Date:

Signature:

Annexe IX: Engagement du soumissionnaire

OFFRE – ENGAGEMENT DU SOUMISSIONNAIRE

Je soussigné(e) M/Mme

en ma qualité de représentant du soumissionnaire, déclare par la présente que le soumissionnaire, après avoir pris connaissance des documents de l'appel d'offres et en particulier de l'invitation à soumissionner, du Cahier des charges, des conditions pour soumettre une offre, des Spécifications techniques et du projet de contrat-cadre, s'engage sans réserve, conformément aux dispositions des documents ci-avant visés :

- J à renoncer à ses propres conditions commerciales et contractuelles et à accepter l'ensemble des conditions du présent appel d'offres ;
- J à exécuter l'objet du présent marché, à savoir la fourniture de prestations de déménagement, de manutention et de services associés, et ce dans les conditions définies par les documents de l'appel d'offres ;
- J à exécuter l'objet du présent marché pour les prix indiqués dans le bordereau de prix qui est annexé à ce document ;
- J à maintenir les termes de la présente offre pendant toute la durée d'exécution du présent marché, à condition que son acceptation lui soit notifiée dans un délai de **180** jours calendriers à compter de la date limite de remise des offres.

SIGNATURE DU CONTRAT

En cas d'attribution du marché au soumissionnaire, le contrat-cadre sera signé, pour la part de celui-ci, par le représentant suivant. Le Parlement européen pourra réclamer une preuve de son autorisation à signer.

.....
Nom, prénom, fonction du représentant autorisé à signer le contrat

PAIEMENTS

Le Parlement européen se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du compte identifié dans la fiche signalétique en annexe.

Fait en UN ORIGINAL à

le

Signature du représentant légal, précédée de la mention manuscrite : « Lu et approuvé, bon pour offre et engagement »

Cachet du soumissionnaire

Annexe X : Bordereau des prix

Coûts horaires

Catégorie de personnel		Lu- Ven	Samedi	Dim. et jours fériés en France	Lu - Ven
		6h - 20h <i>0,75</i>	0 - 24h <i>0,2</i>	0 - 24h <i>0,025</i>	0-6h et 20-24h <i>0,025</i>
Chef d'équipe	<i>0,1</i>				
Manutentionnaire	<i>0,89</i>				
Élévateur extérieur	<i>0,01</i>				
Taux horaire pondéré					€ -

Les heures de début et de fin des prestations s'entendent sur chantier, à l'exclusion des pauses et déplacements entre le chantier et le siège d'exploitation.

Les prix doivent être exprimés :

-) en euros ;
-) toutes charges généralement quelconques comprises (charges sociales, frais généraux, bénéfices, déplacements, outillage, etc.) ;
-) en exonération de tous droits et taxes dont notamment la TVA.

Fait en UN ORIGINAL à

le

Signature du représentant légal du soumissionnaire